



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique agricole

Question au Gouvernement n° 2612

Texte de la question

DIFFICULTÉS DU MONDE AGRICOLE

M. le président. La parole est à M. Antoine Herth, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Antoine Herth. Monsieur le ministre de l'agriculture, à quelques jours de l'ouverture du salon international de l'agriculture, nos agriculteurs n'ont pas le cœur à la fête. Les céréaliers n'ont plus de trésorerie pour préfinancer les semences et les engrais de la prochaine campagne. Les éleveurs de porcs ont le sentiment d'être pris en otages – ils le disent eux-mêmes – par la politique étrangère. Les producteurs laitiers sont face à une grande distribution qui leur demande de baisser leurs prix de vente de 15 %. Les producteurs de fruits et légumes doivent eux-mêmes céder leur marchandise pour quelques centimes. Quant aux éleveurs de moutons, ils se demandent s'ils ont encore un avenir face à la prolifération du loup.

M. Jean Glavany. Le loup, voilà l'ennemi !

M. Antoine Herth. Où sont vos actions, monsieur le ministre ? (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. François Vannson. Il n'y en a aucune !

M. Antoine Herth. Au lieu de prendre le taureau par les cornes, j'ai l'impression que vous vous enfermez dans des questions d'intendance.

Votre plan Écophyto 2 accouche d'une nouvelle taxe, aggravant les charges qui pèsent sur le monde agricole sans apporter, d'ailleurs, de réponse aux producteurs de cerises ou de fraises qui attendent une solution pour lutter contre la mouche asiatique – vous le savez. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

Le compte pénibilité donne des maux de tête aux employeurs. Quant à la future politique agricole commune, tout le monde attend vos arbitrages et personne n'y comprend plus rien.

La vérité, c'est que vos choix idéologiques sont mauvais dès le départ. Vous vouliez faire le bonheur des éleveurs aux dépens des céréaliers : vous n'avez fait qu'aggraver une crise généralisée de toutes les productions. À présent, le Président de la République vous demande d'alléger les contraintes de la directive « nitrates ». Pas sûr que cela suffise pour redonner le moral dans nos campagnes.

Monsieur le ministre, ma question est simple : quand allez-vous renverser la table et apporter de vraies réponses aux agriculteurs ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

M. Stéphane Le Foll, *ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement*. Monsieur le député, je vous ai connu, lors du débat sur la loi d'avenir pour l'agriculture, beaucoup plus consensuel et travaillant dans un esprit de collaboration. *(Exclamations sur divers bancs.)*

Mme Sophie Dessus. C'est vrai !

M. Stéphane Le Foll, *ministre*. Je ne renverserai pas la table, parce que je suis attaché aux grandes tablées et que je pense que les moments passés autour d'une table sont des moments de partage.

M. Jean Glavany. Très bien !

M. Stéphane Le Foll, *ministre*. Cependant, il vaut mieux avoir un projet et une idéologie que de ne pas en avoir du tout, ce qui était le cas de votre groupe lorsque nous avons débattu de la question essentielle qui est celle de l'agriculture.

M. Laurent Furst. C'est votre seul argument !

M. Stéphane Le Foll, *ministre*. La réforme de la politique agricole commune a été négociée et sera mise en œuvre avec difficulté. Permettez-moi de vous rappeler que, pendant six mois, l'administration française a travaillé pour éviter que nos agriculteurs subissent un apurement des aides de la précédente PAC, que la précédente majorité avait mise en œuvre.

Plusieurs députés du groupe SRC. Eh oui !

M. Stéphane Le Foll, *ministre*. La Commission européenne nous a réclamé 1,1 milliard d'euros. Je ne l'ai pas dit car j'assume la responsabilité de la continuité de l'État, mais je pourrais vous renvoyer quelques compliments.

M. Christian Jacob. Vous ne nous en faites jamais aucun !

M. Stéphane Le Foll, *ministre*. Quant au choix de la stratégie, j'ai parfaitement mesuré la crise que traverse le monde agricole. Nous apportons des réponses au jour le jour, au cas par cas, pour essayer de sortir de la crise conjoncturelle dans laquelle nous sommes.

M. Philippe Armand Martin. Quelles réponses ?

M. Stéphane Le Foll, *ministre*. Monsieur le député, vous savez qu'il s'agit aussi d'une crise de marché, d'une crise de conjoncture globale à l'échelle internationale. Vous parliez des céréales. Je vous rappelle qu'à certains moments, les prix étaient extrêmement élevés.

M. Antoine Herth. Ce qui a justifié nos réformes !

M. Stéphane Le Foll, *ministre*. L'an dernier, ils ont baissé parce que la production mondiale a augmenté par rapport à la demande. À chaque fois, nous trouvons les équilibres. La question de la volatilité des prix dépasse les choix que nous pouvons faire ici.

S'agissant des problèmes et des discussions actuels relatifs à la mise en œuvre de la politique agricole commune, je vous rappelle le travail que nous avons fait sur les apurements. Aujourd'hui, nous nous engageons à faire en sorte que les déclarations remplies par les agriculteurs leur permettent de toucher les aides de la PAC en 2015. L'enjeu est bien d'aider les agriculteurs. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. – Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

M. Philippe Le Ray. Et la directive « nitrates » ?

M. Antoine Herth. On n'a toujours rien compris !

Données clés

Auteur : [M. Antoine Herth](#)

Circonscription : Bas-Rhin (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2612

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Agriculture, agroalimentaire et forêt

Ministère attributaire : Agriculture, agroalimentaire et forêt

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [19 février 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [19 février 2015](#)